Communiqué de presse de l’intersyndicale du second degré

Vendredi 16 mars 2018
Les organisations syndicales SNES -FSU, SNEP-FSU, SNETAP-FSU, CGT Educ’action, SNFOLC, SUD Éducation ont pris connaissance des projets de réformes du baccalauréat général et technologique.
Elles dénoncent la transformation du bac en un diplôme local qui n’aura pour valeur que la réputation du lycée qui l’aura délivré.
Elles dénoncent la méthode de travail autoritaire consistant à convoquer les organisations syndicales sur des points marginaux de projets déjà finalisés, sans discussion de fond sur les objectifs recherchés.
Parcoursup, baccalauréat, lycée, voie professionnelle et apprentissage : ces réformes sont cohérentes. Elles obligent à une orientation précoce et renforceront les difficultés des élèves socialement les plus fragiles.
Elles réaffirment les demandes faîtes avec l’interfédérale de l’éducation (FSU, FNEC-FP-FO, FERC-CGT, SUD éducation,SUNDEP-solidaires avec SOLIDAIRES étudiant.e.s, UNEF, UNL, SGL et les associations (ASES, SLU)) depuis 5 mois et tout au long du débat sur la loi Orientation et réussite des étudiants :
-la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires, requérant notamment le recrutement de psychologues de l’éducation.
-le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l’accès de tous les bachelier.e.s sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
-l’exigence d’ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l’entrée à l’université.
-l’abrogation de la loi Orientation et Réussite des Etudiants (loi ORE)

Le retrait des projets sur le baccalauréat et le lycée est un préalable à toute véritable discussion.
Nos organisations appellent à amplifier l’information sur l’impact de ces réformes par des tractages, des HIS, et des assemblées générales, à soutenir les initiatives et les mobilisations décidées par les assemblées générales